

Service Prévention des risques
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 26 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CREALIS

36 rue Emmanuel Eydoux
13016 Marseille

Références : SPR/PM/N°829-2024
Code AIOT : 0006402472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement CREALIS implanté 35 rue Emmanuel Eydoux Traverse de la Monjarde 13016 Marseille. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 sur le thème des fluides fluorés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREALIS
- 35 rue Emmanuel Eydoux Traverse de la Monjarde 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006402472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CREALIS exploite des installations de traitement, de transit, regroupement et tri de déchets dangereux de type fluides frigorigènes ou fluides d'extinction.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Équipement sous pression
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux produits chimiques et aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorésRÈGLEMENT 2024/573	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Risque accidentel	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1	Demande d'action corrective	15 jours
6	EtiquetageRÈGLEMENT 1272/2008	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	2 mois
7	Equipements sous pressionArrêté TMD ADR	Arrêté Ministériel du 29/05/2009	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	certification de l'entrepriseRÈGLEMENT 304/2008	Règlement européen du 02/04/2008, article 7	Sans objet
2	certification du personnelRÈGLEMENT 304/2008	Règlement européen du 02/04/2008, article 4	Sans objet
4	Traçabilité des déchets – Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le point principal mis en évidence lors de cette inspection est le fait que la société Créalis émette des quantités importantes de fluides d'extinction fluorés dans l'atmosphère en conditions normales de fonctionnement. Il est demandé à l'exploitant de préciser les quantités émises, et d'engager une réflexion pour les diminuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : certification de l'entreprise RÈGLEMENT 304/2008

Référence réglementaire : Règlement européen du 02/04/2008, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, certification systèmes de protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : 1. Les entreprises visées à l'article 2, paragraphe 2, sont titulaires d'un certificat au sens de l'article 8 ou de l'article 9.
Constats : Créalys dispose du certificat valable jusqu'au 28/06/2028
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : certification du personnel RÈGLEMENT 304/2008

Référence réglementaire : Règlement européen du 02/04/2008, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, certification systèmes de protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : 1. Le personnel exerçant les activités visées à l'article 2, paragraphe 1, est titulaire d'un certificat au sens de l'article 5 ou de l'article 6.
Constats : Les deux salariés réalisant les opérations mettant en œuvre les fluides d'extinction fluorés disposent des certificats requis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés RÈGLEMENT 2024/573

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, prévention des émissions
Prescription contrôlée : Prévention des émissions 1. Le rejet intentionnel de gaz à effet de serre fluorés dans l'atmosphère est interdit lorsque ce rejet n'est pas techniquement nécessaire pour l'usage prévu. Lorsqu'un rejet intentionnel est techniquement nécessaire pour l'usage prévu, les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables pour empêcher, dans la mesure du possible, leur rejet dans l'atmosphère, y compris en recapturant les gaz émis.

4. Pendant la production, le stockage, le transport et le transfert de gaz à effet de serre fluorés d'un conteneur ou d'un système vers un autre conteneur ou système, vers un équipement ou vers une installation, l'entreprise concernée prend toutes les précautions nécessaires pour limiter autant que possible le rejet de gaz à effet de serre fluorés. Le présent paragraphe s'applique aussi lorsque les gaz à effet de serre fluorés sont obtenus en tant que sous-produits.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare sur GEREPE des quantités importantes d'émissions de fluide fluoré. L'exploitant a expliqué que ces quantités étaient estimées par calcul et qu'elles étaient probablement surestimées (une partie des fluides émis est de l'azote qui n'est pas discriminé du fluide fluoré dans le calcul). Les fuites déclarées correspondent aux quantités impompables qui subsistent dans les contenants lors de leur vidange. En effet, la substance fluorée demeurerait sous forme liquide à la fin de la vidange, du fait du refroidissement important du contenant à la suite de la baisse de pression. Ce liquide ne pourrait pas être pompé car situé sous le tube plongeur par lequel l'aspiration est réalisée.</p>
<p>Demande à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les détails du calcul effectué pour estimer les émissions de fluide fluoré.</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs estimer de manière plus précise la quantité de fluide fluoré qui subsiste dans les contenants en fin de vidange.</p> <p>L'exploitant doit commencer à étudier une solution technique permettant de récupérer les fluides fluorés restant dans les bouteilles en fin de vidange (par exemple dispositif permettant la récupération des gaz émis lorsque la bouteille se réchauffe à température ambiante). Un arrêté préfectoral complémentaire avec des prescriptions en ce sens pourra être proposé à la signature de l'autorité préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Traçabilité des déchets – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Fluides frigorigènes – distributeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p>

<p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p> <p>[...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage le suivi par trackdéchets des déchets réceptionnés sur le site. Il s'avère qu'une bouteille ne disposait pas de BSDFF. Ceci est dû à des oublis ou erreurs du producteur (lors d'envoi de plusieurs bouteilles) qui initie le premier BSDFF. L'exploitant avait déjà identifié ce problème (qui semble récurrent), et prévu de contacter le producteur pour qu'il corrige la situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prévention des dangers et nuisances</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté qu'une zone « fumeurs » était présente immédiatement à côté de l'accès au bâtiment contenant les fluides inflammables.</p>
<p>Demande à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit supprimer cette zone « fumeurs ».</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Etiquetage RÈGLEMENT 1272/2008

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage
Prescription contrôlée :

<p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;</p> <p>c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;</p> <p>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;</p> <p>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;</p> <p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fûts dans lesquels sont stockés les halons présentent des étiquettes qui ne correspondent pas au fluide dangereux contenu.</p> <p>Un panneau mentionnant la référence UN 1044 est positionné à côté des fûts de stockage des halons. Ce numéro correspond à des extincteurs contenant un gaz comprimé ou liquéfié.</p>
<p>Demande à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que les étiquettes sur les contenants soient celles exigées par le règlement CLP.</p> <p>L'exploitant modifiera le numéro UN qui est mentionné sur le panneau situé à proximité des fûts de stockage des halons.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Equipements sous pressionArrêté TMD ADR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2009</p>
<p>Thème(s) : Autre, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9-1</p> <p><i>2. Les récipients utilisés à poste fixe sont soumis aux contrôles prévus à l'article R. 557-15-2 du code de l'environnement. Ils peuvent être remplis sur place. L'exploitant est en mesure de justifier que les contraintes subies par les récipients sont en deçà de celles pour lesquelles ils ont été fabriqués.</i></p> <p><i>Article R. 557-15-2 du code de l'environnement</i></p> <p><i>Les équipements sous pression transportables sont soumis à des contrôles en service conformément aux exigences énoncées dans l'arrêté prévu par l'article L. 1252-1 du code des transports.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise des fûts contenant des halons. Concernant ces réservoirs, à l'issue des discussions, il ressort que l'exploitant :</p>

- considère que ce sont des récipients sous pression transportables à poste fixe;
- ne réalise pas de contrôle de suivi en service.

Par ailleurs, les plaques d'identification présentes sur les fûts mentionnent une mise en service pour une substance différente de celle actuellement contenue.

Demande à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir les éléments réglementaires qui le conduisent à ne pas réaliser de suivi en service des fûts afin que l'inspection examine ces éléments et statue sur leur validité.

L'exploitant doit justifier l'acceptabilité de stocker la substance actuellement contenue dans ces fûts prévus initialement pour une autre substance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois